

**Liban - Réponse de M. Edouard
Philippe, Premier ministre, à une
question au gouvernement à
l'Assemblée nationale**
(Paris, 14 novembre 2017)

Question sur la situation au Liban

Madame la Présidente de la commission des affaires étrangères, comme vous l'avez dit, la France porte depuis toujours une attention particulière au Liban. Cette attention l'a conduite à s'engager pour la stabilité, la sécurité et l'unité de ce pays, un pays qui, dans une région en guerre, reste un modèle de diversité, qu'il faut absolument préserver.

C'est pourquoi la démission du Premier ministre libanais, M. Hariri, nous préoccupe. Elle ouvre une période d'incertitude qu'il faut clore rapidement. Face à cette situation, la France agit pour que les partis libanais et tous ceux qui exercent une influence au Liban s'engagent pour que la situation revienne au plus vite à la normale. L'enjeu est que M. Hariri puisse retourner librement dans son pays pour clarifier sa situation conformément à la Constitution libanaise.

Il importe aussi que tous les partis libanais s'engagent à respecter la paix civile, à maintenir le Liban à l'écart des crises régionales et à éviter les ingérences. C'est indispensable pour le bien du Liban et pour celui de toutes ces communautés. C'est dans cet esprit que la France agit avec détermination. Le président de la République s'en est entretenu, le 9 novembre dernier, avec le prince héritier d'Arabie saoudite à Riyad, où M. Hariri réside actuellement. Notre ambassadeur en Arabie Saoudite a lui aussi récemment rendu visite au Premier ministre libanais à son domicile.

Vous l'avez indiqué, Madame la Présidente : le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, se rendra en Arabie Saoudite dès demain. Il examinera avec les autorités saoudiennes les moyens de sortir de la situation actuelle. Nous prenons des contacts avec tous ceux qui ont un rôle à jouer pour que les institutions libanaises fonctionnent normalement.

Comme vous le voyez, nous prenons et nous allons prendre les initiatives nécessaires pour que le Liban reçoive tout le soutien international qu'il mérite. Je ne doute pas que M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères vous indiquera à son retour l'ensemble des éléments qu'il aura retenus de son déplacement./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)